

La vente du groupe La Provence suspendue par la justice

ven 17/06/2022 - 13:12



Nouveau rebondissement dans l'affaire du rachat de La Provence. Le vote du conseil d'administration de La Provence (La Provence, Corse-Presse), qui avait validé la reprise du groupe de presse par l'armateur CMA CGM, a été suspendu temporairement jeudi par le tribunal de commerce de Marseille, saisi en urgence par son concurrent la holding NJJ.

Cette suspension durera "jusqu'à ce que le juge du fond statue sur la demande d'annulation de la décision", détaille le tribunal dans sa décision. De son côté, Me Christian Lestournelle, l'avocat marseillais de NJJ, holding de Xavier Niel a évoqué "une première victoire pour nous auprès du tribunal de commerce de Marseille".

La société Avenir Développement, filiale de NJJ, actionnaire à 11% du groupe de presse, avait contesté et attaqué en référé la décision du conseil d'administration. En effet, le 9 mai dernier, elle avait agréé l'offre de la CMA CGM en dépit de ses deux votes contre qui avaient été invalidés par le président du CA et PDG de La Provence, Jean-Christophe Serfati. Elle-même candidate au rachat des 89% de La Provence détenus par le Groupe Bernard Tapie (GBT), en liquidation judiciaire depuis 2020, Avenir Développement possède en tant qu'actionnaire minoritaire un droit de veto contre tout nouvel entrant.

Le jour du vote, le président du CA avait considéré qu'Avenir Développement étant elle-même candidate à la reprise, elle se trouvait donc en situation de "conflit d'intérêts". Le Tribunal de Commerce de Marseille a estimé que les deux représentants avaient été effectivement privés de leur droit de vote, de façon "illicite". La vente est donc pour l'instant suspendue, jusqu'à l'audience à la fin du mois de juin qui doit trancher sur le fonds du dossier et décider de valider ou non ce vote du conseil d'administration.